

## La politique budgétaire

### A-Le budget

#### 1- Définition

C'est un document comptable prévisionnel qui retrace l'ensemble des recettes et des dépenses de l'Etat. Il permet au gouvernement l'exécution annuelle de son programme économique et social.

L'élaboration, l'adoption et l'exécution du budget de l'Etat sont régies par un cadre constitutionnel et légal (**lois de finances**).

#### 2- Conception théorique du budget

##### → La conception libérale

Les économistes libéraux défendent l'idée selon laquelle les recettes et les dépenses de l'Etat doivent être réduites au minimum. Ainsi, pour les libéraux, le budget idéal est le budget équilibré avec égalisation des dépenses et des recettes au niveau le plus bas possible. L'Etat ne doit pas intervenir dans l'économie par son budget.

##### → La conception keynésienne

J. M. Keynes fonde une nouvelle conception des fonctions de l'Etat et accorde une grande importance à son budget. Ainsi, le budget est le cœur de l'économie. L'intervention de l'Etat par le budget a des effets positifs sur l'économie (l'effet multiplicateur de l'investissement public et l'effet accélérateur de la demande).

#### 3- La loi de finances

• **La loi organique**: c'est la loi qui définit l'objet et le contenu de la loi de finances. Ses règles de présentation, ses modalités de vote au parlement, ainsi que certaines règles d'exécution de cette loi ;

• **La loi initiale**: c'est la loi qui prévoit, évalue et autorise, pour chaque année budgétaire, l'ensemble des ressources et des charges de l'Etat ;

• **La loi rectificative**: c'est la loi qui modifie, en cours de l'année budgétaire, les dispositions de la loi de finances de l'année (loi initiale) ;

• **La loi de règlement**: c'est la loi qui constate le montant définitif des recettes et des dépenses se rapportant à une même année budgétaire.

#### 4- Etude de la loi de finances initiale

##### Composition du budget de l'Etat ?

Le budget de l'Etat est structuré autour de 3 composantes :

- Budget général de l'Etat (BGE);
- Budgets des Services de l'Etat Gérés de Manière Autonome (SEGMA);
- Budgets des Comptes Spéciaux du Trésor (CST).

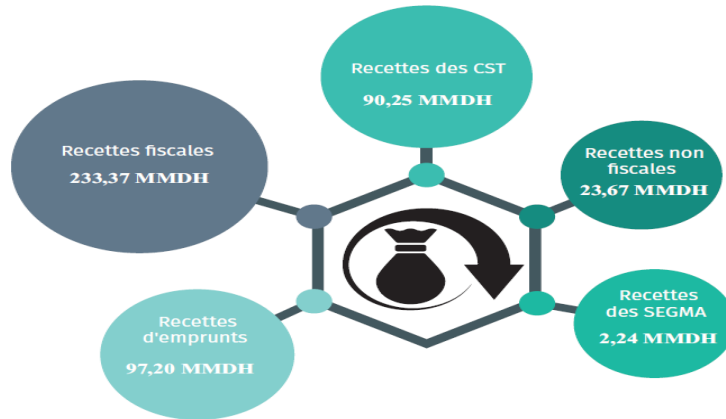
##### Illustration : loi de finances initiale 2020 au Maroc

##### **Hypothèses du budget 2020 ?**

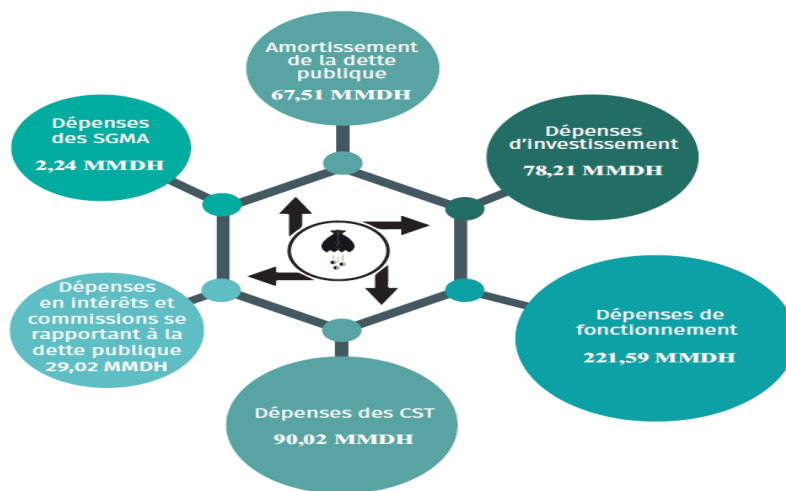
- Cours moyen de gaz : 350 dollars/tonne ;
- Taux de croissance : 3.7% ;
- Déficit Budgétaire : 3.5% ;
- Taux d'inflation : Moins de 2%.

## Recettes et dépenses du budget de l'Etat ?

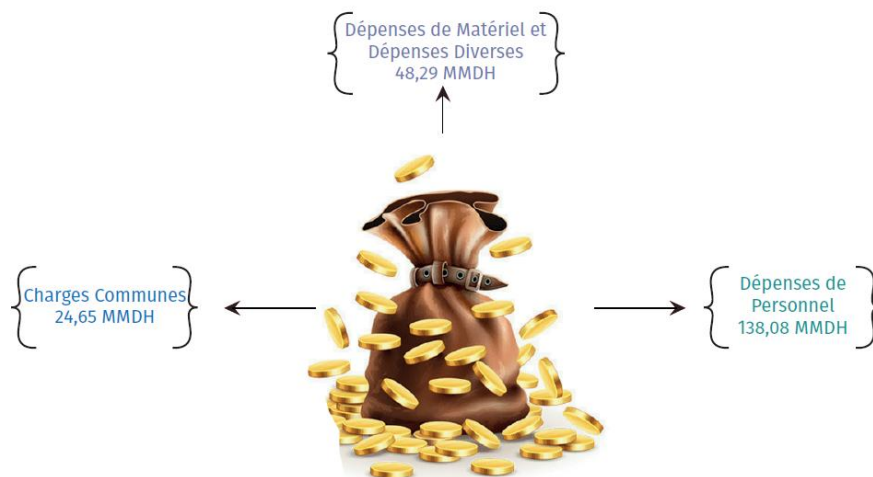
D'où proviennent les ressources du Budget 2020 ?



Comment ces ressources sont-elles dépensées ?



### Principales dépenses de fonctionnement prévues au titre du budget 2020



Source : ministère de l'économie et des finances.

#### 5- Soldes du budget de l'Etat

Par définition, un solde correspond à la différence entre les ressources et les dépenses.

On peut calculer des soldes à chaque niveau du budget de l'Etat (voir le cours intégral).

Les deux soldes les plus importants sont: le solde ordinaire et le solde budgétaire (au sens comptable).

▪ **Le solde ordinaire du budget général (épargne publique):**

On l'appelle aussi le solde courant. C'est la différence entre les ressources ordinaires et les dépenses ordinaires.

$$\text{Solde ordinaire} = \text{Recettes ordinaires} - \text{Dépenses ordinaires}$$

Trois cas peuvent être présentés :

**Recettes ordinaires > Dépenses ordinaires** : Excédent ordinaire ou épargne publique. Il finance les investissements et les emprunts.

**Recettes ordinaires < Dépenses ordinaires**: Déficit ordinaire.

**Recettes ordinaires = Dépenses ordinaires**: Solde nul (équilibre).

▪ **Le solde budgétaire selon l'optique comptable :**

$$\text{Solde budgétaire} = \text{Solde ordinaire} - \text{les dépenses d'investissement du BGE}$$

Trois cas peuvent être présentés :

**Si le solde budgétaire > 0** : Solde positif, il y a excédent budgétaire ;

**Si le solde budgétaire < 0** : Solde négatif, il y a déficit budgétaire ;

**Si le solde budgétaire = 0** : Solde nul, on parle de situation d'équilibre.

On peut aussi calculer deux autres soldes : le solde du budget général (au sens économique) et le solde global (au sens économique).

$$\text{Solde du BGE} = \text{ressources du BGE} - \text{dépenses du BGE}$$

**Solde du BGE = (ressources ordinaires + ressources non ordinaires) – (dépenses ordinaires + dépenses d'investissement du BGE + dépenses relatives aux amortissements de la dette à moyen et long terme)**

Ressources non ordinaires = recettes d'emprunts + produits de cession des participations de l'Etat (ou recettes de privatisation)

$$\text{Solde global} = \text{Solde du BGE} + \text{Solde des SEGMA} + \text{Solde des CST}$$

Avec :

**Solde des SEGMA = Ressources des SEGMA – Dépenses des SEGMA**

**Solde des CST = Ressources des CST – Dépenses des CST**

**B-La régulation par le budget (politique budgétaire)**

**1. Définition de la politique budgétaire**

La politique budgétaire est une politique économique conjoncturelle menée par le gouvernement. Elle consiste à agir par le moyen des dépenses et des recettes de l'Etat sur la conjoncture économique.

**2. La politique de relance**

La politique de relance est une politique d'inspiration keynésienne, elle vise à soutenir l'activité économique.

**a- Objectifs**

La politique de relance a pour objectifs :

- La stimulation de la croissance économique ;
- La lutte contre le chômage ;
- Accroître la demande de consommation par l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages ;
- Favoriser la compétitivité des entreprises à travers la réduction des impôts.

### **b- Actions**

Pour atteindre les objectifs ci-dessus, le gouvernement doit mener les actions suivantes :

- Augmenter les dépenses de fonctionnement et d'investissement ;
- Subventionner les entreprises ;
- Augmenter la consommation des administrations publiques ;
- Réduire les recettes fiscales :
- Baisser les impôts sur les revenus pour accroître le pouvoir d'achat des ménages ;
- Baisser les impôts indirects pour stimuler la demande ;
- Baisser les impôts pour augmenter la production des entreprises.

### **c- Limites**

- Risque d'inflation.
- L'effet éviction : Pour financer son déficit budgétaire, l'Etat peut faire recours à l'emprunt. Ce recours provoque un déplacement de l'épargne disponible vers le secteur public au détriment des entreprises, ce qui va augmenter les taux d'intérêt et par conséquent paralyser l'investissement et ralentir l'activité économique.
- L'effet boule de neige : Cet effet tire son nom de l'exemple d'une boule de neige roulant le long d'une pente couverte de neige : on imagine alors que la boule va grossir de plus en plus. En effet, il s'agit d'un cercle vicieux de la dette. Une dette importante implique le versement d'intérêts importants aux créanciers de l'Etat. Ces intérêts qui sont une charge pour l'Etat aggrave le déficit budgétaire et conduit à un nouvel endettement public qui à son tour conduira à un niveau d'intérêts encore plus important.
- La contrainte extérieure : Une politique de relance provoque une augmentation de la demande, ce qui risque de favoriser les entreprises étrangères et donc l'augmentation des importations et l'aggravation du déficit de la balance commerciale.

## **3. La politique de rigueur**

La politique de rigueur est une politique qui vise à réduire l'activité économique.

### **a- Objectifs**

La politique de rigueur a pour objectifs :

- Lutter contre l'inflation ;
- Réduire le déficit budgétaire ;
- Freiner la demande intérieure (car une demande intérieure supérieure à l'offre intérieure favorise les importations et augmente le déséquilibre de la balance commerciale).

### **b- Actions**

- Réduire les dépenses publiques : Réduire les dépenses de fonctionnement (salaires et demande publique) et d'investissement pour freiner la demande intérieure ;
- Augmenter les recettes fiscales pour équilibrer le budget.

### **c- Limites**

- Risque de ralentissement de la croissance économique ;
- Risque de chômage ;
- Pression fiscale : l'augmentation des impôts risque de décourager l'investissement. Pour mesurer la pression fiscale, on peut utiliser l'indicateur suivant :

$$\text{Pression fiscale} = (\text{Recettes fiscales} / \text{PIB}) * 100$$